ASSEMBLÉE NATIONALE
25 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-1736

présenté par
M. Jolivet

ARTICLE 27

ÉTAT B

Mission « Écologie, développement et mobilité durables »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	50 000 000
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	50 000 000	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
TOTAUX	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Une personne disposant du chèque énergie ne peut pas l'utiliser pour ses frais de chauffage en l'absence d'abonnement individuel (chauffage collectif au gaz ou à l'électricité).

Cet amendement vise à interpeller la ministre sur les dispositions prises pour permettre aux habitants du parc social d'utiliser leur chèque énergie pour payer leur facture d'énergie même en l'absence d'abonnement individuel.

Pour ce faire, il est proposé d'ouvrir 50 millions en AE=CP sur l'action 02 du programme 174 *Énergie, climat et après-mines*, en retirant le même montant de 50 millions en AE=CP de l'action 04 du programme 203 *Infrastructures et services de transports*.